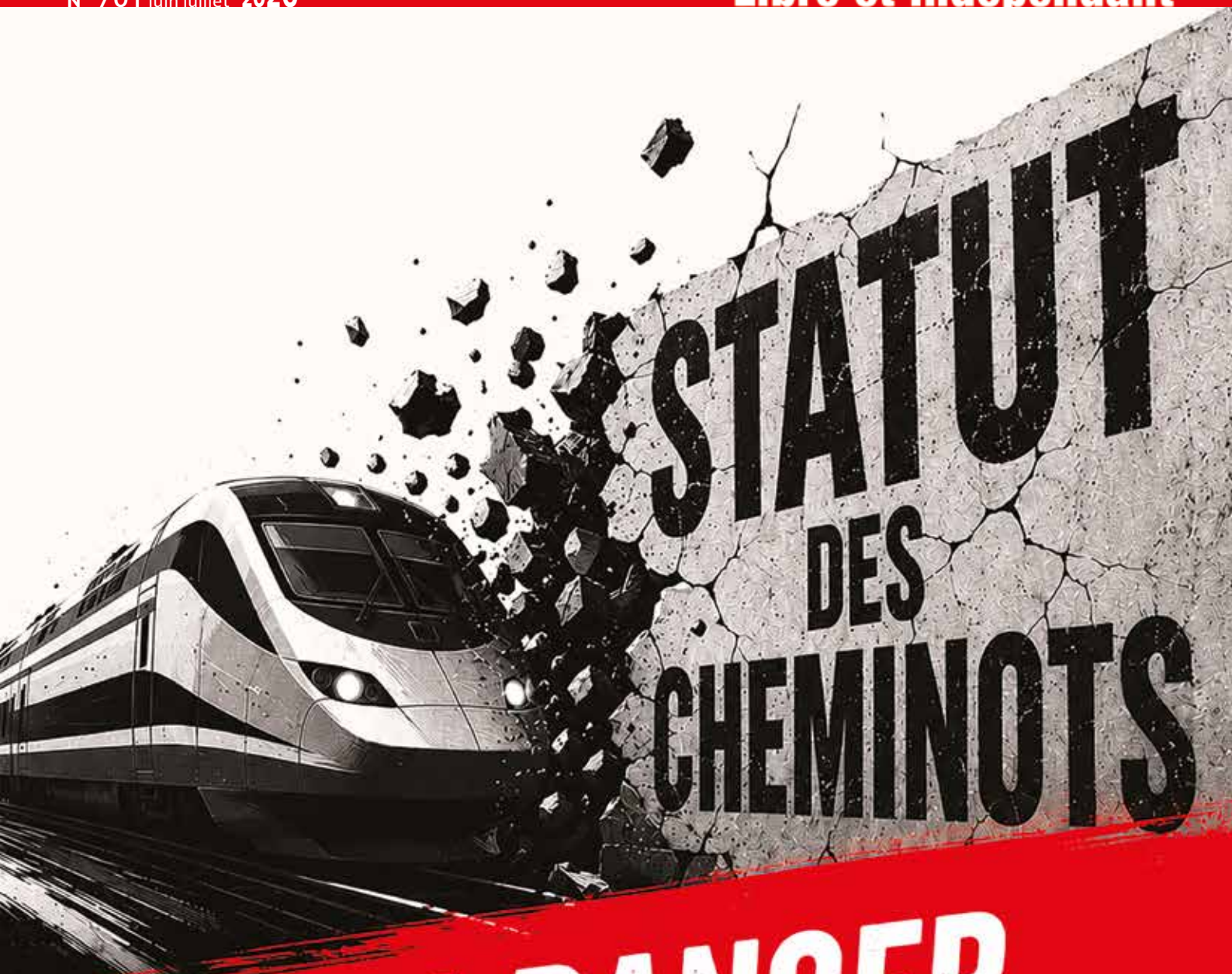


CHEMINOTS **FO**

LE RAIL
Syndicaliste

N° 701 juin juillet 2026

Libre et Indépendant



EN DANGER.

**FO EST SEULE À REVENDIQUER SON MAINTIEN,
SON AMÉLIORATION ET SON EXTENSION !**

3 Édito

4 à 7 Des miettes en réponse à la colère des Cheminots

8 FO restauration ferroviaire entre en campagne

10 La formation à FO cheminots, une recette gagnante !

11 et 12 Actualités des zones

13 à 14 L'austérité ne doit pas devenir la règle !

10 septembre

10 et 11 septembre

29 septembre au 2 octobre

19 et 20 novembre

19 et 26 novembre

10 décembre

Meeting de lancement de campagne

Bureau Fédéral FO Cheminots

Élections professionnelles NEWREST

WAGONS-LITS FRANCE

Bureau Fédéral FO Cheminots

Élections professionnelles SNCF

Conseil National

LE RAIL SYNDICALISTE

www.fo-cheminots.com
Rédaction / Administration
7, passage Tenaille 75014 Paris
C.P.A.P. 1124 S 07394
Tél. : 01 40 52 86 04
Mail : federation@fo-cheminots.fr
Directeur de la publication : Daniel Ferté
Publicité Faits et Objectifs des Cheminots :
7, passage Tenaille 75014 Paris
Tél. : 01 40 52 86 04
Maquette : Joël Van Speybroeck
Tél. : 06 07 96 40 65
Impression : Vincent Imprimeries



CHEMINOTES, CHEMINOTS

CONNECTEZ-VOUS ET ACCÉDEZ À VOS NOUVEAUX AVANTAGES

My Store FO

SCANNEZ LE QR CODE ET CONNECTEZ-VOUS

<https://mystore/register>

INSCRIPTION GRATUITE !

- Récupérez votre carte auprès de votre syndicat, et votre numéro ADH 2026
- Scannez le QR code et créez votre compte !
- Profitez de toutes les offres !!

LA PLATE-FORME RÉSERVÉE AUX ADHÉRENTS

FORCE OUVRIÈRE !



Édito

Daniel FERTÉ Secrétaire Général Fédération FO Cheminots

DE LA COLÈRE À LA VICTOIRE : EN NOVEMBRE 2026, DONNONS ENFIN À FO LES MOYENS DE CHANGER LA DONNE !

La mobilisation massive du 10 juin a exprimé la profonde colère des cheminots face aux restructurations, aux suppressions d'emplois, à la filialisation et à la dégradation des conditions de travail. Beaucoup attendaient que cette démonstration de force débouche sur des avancées concrètes.

La table ronde du 23 juin aura malheureusement déçu. Derrière quelques annonces présentées comme des progrès, aucune des revendications essentielles n'a véritablement été satisfaite.

Les cheminots du Fret restent les grands oubliés, alors que la filialisation produit déjà ses effets. Les réorganisations se poursuivent sous d'autres appellations, les embauches annoncées demeurent largement insuffisantes pour compenser les départs, et les effectifs continuent de s'éroder. Dans le même temps, les salaires restent très éloignés des attentes légitimes des agents.

Le projet de « socle commun » du Groupe SNCF suscite également de vives inquiétudes. À mesure que le Statut disparaît des négociations, ce sont des garanties collectives essentielles qui risquent de s'effacer. Quant aux futures filiales, elles ouvrent la voie à une adaptation locale des règles de travail qui fragilisera encore davantage les droits des cheminots.

Une fois de plus, une mobilisation d'ampleur n'aura pas permis d'obtenir de résultats à la hauteur des attentes. Cette situation interroge : les cheminots ont-ils besoin de grèves de témoignage ou d'une stratégie syndicale capable d'imposer un véritable rapport de force ?

C'est tout l'enjeu des élections professionnelles qui se dérouleront du 19 au 26 novembre 2026.

Ce scrutin déterminera les organisations qui pèseront réellement dans les négociations des quatre prochaines années. Plus que jamais, les cheminots ont besoin d'un syndicalisme libre, indépendant et déterminé, qui refuse les compromis de façade et place exclusivement leurs intérêts au cœur de son action.

FO Cheminots défend cette ligne depuis toujours. Mais pour peser davantage dans les négociations nationales et faire entendre pleinement la voix de milliers de cheminots, une étape reste à franchir : obtenir enfin la représentativité au sein de la SNCF.



En novembre prochain, chaque voix comptera. Donner à FO la représentativité, ce n'est pas seulement renforcer une organisation syndicale. C'est permettre l'émergence d'un rapport de force plus efficace pour défendre les salaires, les emplois, le Statut, les conditions de travail et l'avenir du service public ferroviaire.

Du 19 au 26 novembre 2026, faisons le choix d'un syndicalisme qui veut gagner.

Ensemble, donnons enfin à FO Cheminots les moyens de changer la donne !

Grève massive des Cheminots du 10 juin

DES MIETTES EN RÉPONSE À LA COLÈRE DES CHEMINOTS

Le 10 juin 2026, les cheminots ont fait grève massivement : dans certains métiers, près de deux cheminots sur trois ont cessé le travail. Un signal fort, que la Direction ne pouvait ignorer.

Pourtant, la table ronde tenue le 23 juin avec les 4 fédérations représentatives était calée avant même que la grève n'ait eu lieu. Autrement dit : quel qu'ait été le niveau de mobilisation du 10 juin, la réponse de la Direction était déjà écrite. Ce n'est pas une négociation née de la mobilisation : c'est une mise en scène avec la complicité des 4 !

FO Cheminots refuse cette mise en scène et fait le point, sur les trois enjeux qui ont cristallisé la colère des Cheminots du 10 juin et sur ce que la Direction propose réellement derrière ses effets d'annonce.



Concernant nos salaires, depuis plus de 10 ans, les rares augmentations générales obtenues sont toutes restées inférieures à l'inflation, pendant qu'un cheminot coûte aujourd'hui deux fois moins cher à l'entreprise qu'il y a 30 ans au regard de son chiffre d'affaires. La réponse de Castex : des miettes !

Sur les réorganisations, une pause en trompe-l'œil car, une pause n'est pas un arrêt. Rien ne dit que les réorganisations ne reprendront pas pleinement une fois passées les élections professionnelles.

Dans les filiales, les accords SNCF seront prolongés en échange de l'ouverture immédiate de négociations locales pour adapter la réglementation du travail. Plus globalement, derrière le « maintien de certains droits » se cache un projet de « socle commun de groupe » qui ne reprend que quelques thèmes et

laisse de côté le droit syndical, la rémunération, le déroulement de carrière, les garanties disciplinaires, les congés et la maladie. Autant de garanties du Statut abandonnées par la Direction ainsi que par les 4 fédérations représentatives qui en appellent à « l'unicité du corps social Cheminot » au lieu de revendiquer le Statut pour tous ! Un renoncement revendicatif historique !

SALAIRES : DES MIETTES MAIS RIEN DE DURABLE POUR LE POUVOIR D'ACHATS DES CHEMINOTS

Le 23 juin, la Direction a répondu aux revendications salariales par deux mesures : 100 € bruts supplémentaires sur la gratification de vacances, soit 8,33 € par mois rapportés à l'année, et le maintien d'une grille au moins égale au SMIC + 10 %, engagement qui, dans les faits, ne concerne que la classe 2 à l'embauche, soit 9,16 € bruts par mois.

Ce ne sont pas des augmentations de salaire : ce sont des primes qui disparaissent en quelques paniers de courses. Elles ne corrigent en rien la dégradation du pouvoir d'achat des cheminots, qui subissent depuis des années la hausse des prix, des loyers et de l'énergie sans que leurs salaires ne suivent.

Le chiffre qui compte est ailleurs : le rapport entre le chiffre d'affaires de l'entreprise et la masse salariale globale montre qu'un cheminot coûte aujourd'hui deux fois moins cher qu'il y a 30 ans. Ce chiffre dit tout de l'échec des politiques menées depuis plus de 15 ans par des fédérations qui se satisfont, réunion après réunion, d'augmentations générales toujours inférieures à l'inflation.

La perte de pouvoir d'achats est aujourd'hui criant face à l'inflation des produits de première nécessité, de l'énergie, des loyers... C'est là aussi la preuve de l'échec des 4 fédérations représentatives qui se refusent année après année à mener le combat pour les salaires des Cheminots en ne menant aucune campagne de mobilisation, se limitant à chaque fois à une grève de 24 heures de témoignage donc en ne donnant tout simplement pas la parole aux Cheminots.

Les avancées sociales ne sont jamais tombées du ciel : elles ont toujours été gagnées par les cheminots eux-mêmes, par leur mobilisation et pas par la signature d'accords a minima.

DÉCRYPTAGE FO

CONSTAT

100 € bruts supplémentaires sur la gratification de vacances (soit 8,33 €/mois) et le maintien de l'engagement d'une grille salariale au-dessus du SMIC + 10 % qui, dans les faits, ne concerne que la classe 2 à l'embauche (soit 9,16 € bruts/mois pour cette seule classe avec une ancienneté à 0). Enfin, aucune date de NAO, aucune augmentation générale des salaires.

ENJEUX

Depuis plus de 15 ans, les rares augmentations générales obtenues sont toutes restées inférieures à l'inflation. Première conséquence, le décrochage de la grille par rapport à l'inflation et donc la paupérisation des Cheminots dont le travail n'est tout simplement plus reconnu à sa valeur sans autre réaction des 4 OS représentatives que des grèves de 24 heures de témoignage.

FO CHEMINOTS REVENDIQUE :

- *L'ouverture immédiate de négociations salariales.*
- *Une augmentation générale des salaires pour tous, au moins égale à l'inflation sur les 15 dernières années !*
- *Un chèque carburant de 600 € versé immédiatement !*

RÉORGANISATIONS : UNE PAUSE EN TROMPE-L'ŒIL !

Depuis des années, les cheminots réclament l'arrêt de toute réorganisation et de toute restructuration. Le 23 juin, la Direction a cru pouvoir répondre à cette exigence : « Aucune restructuration d'ampleur au second semestre ! »

Traduite en clair, cette annonce ne dit rien d'autre que : les réorganisations locales, elles, vont se poursuivre tranquillement notamment pour préparer les lots TER et Transilien ouverts à la concurrence.

Quant à la création de 100 emplois en RH mise en avant par la Direction, au-delà de ne pas être une réelle création puisqu'il s'agit d'un redéploiement de postes existants. Mais, c'est surtout la preuve qu'il n'y aura aucune pause dans les restructurations car, cette manœuvre, c'est surtout pour « mieux » piloter les réorganisations et restructurations locales.

Cela confirme aussi que la table ronde du 23 juin était calée entre la Direction et les 4 fédérations représentatives avant même la grève du 10 juin. Même sans mobilisation, cette réunion aurait eu lieu, avec le même contenu : une pause de façade pour accoucher d'une souris pour mieux poursuivre la politique d'entreprise de casse du Statut par les prétendues ouvertures à la concurrence.



DÉCRYPTAGE FO

Constat

La Direction annonce « aucune restructuration d'ampleur au second semestre » et une pause sur les réorganisations. Mais les réorganisations locales se poursuivent, notamment pour préparer les lots TER et Transilien ouverts à la concurrence, et les 100 emplois annoncés en RH sont redéployés, pas créés.

ENJEUX

Une pause n'est pas un arrêt. Rien ne dit que les réorganisations ne reprendront pas pleinement une fois passées les élections professionnelles. C'est aussi la preuve que la réunion du 23 juin 2026 n'était qu'une mascarade dans laquelle les fédérations représentatives ont dilué la colère des Cheminots exprimée le 10 juin au profit d'un électoralisme crasse bien opposé à la défense des intérêts des Cheminots.

FO CHEMINOTS REVENDIQUE :

- *L'arrêt immédiat de toutes les réorganisations et restructurations, sans exception de calendrier ni de filiale !*
- *Le respect strict de la réglementation du travail dans l'ensemble du groupe, filiales et Fret compris !*
- *La transparence totale sur les emplois annoncés le 23 juin 2026 : combien, dans quels métiers, dans quels établissements ?*

FACE AU STATUT & RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL, UN « SOCLE COMMUN » QUI EFFACE NOS GARANTIES

Le 23 juin, la Direction a présenté aux 4 fédérations représentatives un nouveau projet : un « socle commun de groupe », alors même que le Statut existe et s'applique. Ce socle ne repose que sur quelques thèmes choisis : parcours professionnels, logement, égalité femmes-hommes, charge de travail, droit à la déconnexion, compte épargne temps, épargne salariale.

Présenté seul, ce catalogue peut sembler positif. Comparé au Statut, il manque pourtant l'essentiel : le droit syndical, la rémunération, le déroulement de carrière, les garanties disciplinaires, les congés, la maladie. Quant à la réglementation du travail, ce « socle commun » en est le coup d'envoi de la remise en cause, avec l'aval des 4 fédérations qui l'ont accepté en revendiquant un cadre social commun à l'ensemble des SA et des filiales ferroviaires. Ce n'est ni plus ni moins qu'un recul revendicatif majeur puisque cela correspond à l'abandon du Statut qui pourtant, faut-il encore

le rappeler, a été créé avant même la création de la SNCF.

Pendant que ce décor occupe le terrain, la vraie manœuvre se poursuit dans les filiales : les accords SNCF y sont prolongés jusqu'à fin 2028, ou pour 24 mois au

lieu de 15, à condition d'ouvrir immédiatement des négociations locales pour adapter la réglementation dans le cadre de l'article 49 de l'accord d'entreprise, signé en son temps par la CFDT et l'UNSA. Aujourd'hui les filiales et le Fret sont concernés. Demain, à qui le tour ?

DÉCRYPTAGE FO

CONSTAT

Derrière le « maintien de certains droits » se cache un projet de « socle commun de groupe » qui ne reprend que quelques thèmes du Statut et laisse de côté le principal : le droit syndical, la rémunération, le déroulement de carrière, les garanties disciplinaires, les congés et la maladie....

ENJEUX

Dans les filiales TER, Transilien et Fret, les accords sont prolongés en échange de l'ouverture immédiate de négociations locales pour « adapter », c'est-à-dire rogner, la réglementation (article 49 du RH02000, signé CFDT-UNSA). Aujourd'hui les filiales et le Fret : demain, qui ? On assiste donc bien à un chantage de la direction qui, en réponse aux revendications des 4 fédérations représentatives sur l'unicité du corps social des Cheminots, répond par la casse du Statut et de la réglementation du travail.

FO CHEMINOTS REVENDIQUE :

- *Le refus de tout « socle commun » venant se substituer, même partiellement, au Statut !*
- *Le retrait des dispositions de l'article 49 permettant de négocier localement des reculs de la réglementation !*
- *Le maintien, l'amélioration et l'extension du Statut à tous les Cheminots !*



ÉLECTIONS 2026 CHEZ NEWREST WAGONS-LITS FRANCE

FO RESTAURATION FERROVIAIRE ENTRE EN CAMPAGNE

Chez NEWREST WAGONS-LITS FRANCE, la bataille des élections professionnelles 2026 est désormais lancée. Dans un contexte où la représentation des salariés demeure un enjeu central, FO Restauration Ferroviaire entend prendre toute sa place dans ce rendez-vous démocratique majeur. Deux élections de CSE : TGV (17 sièges) et INTERCITES (6 sièges).

Le calendrier électoral s'ouvre le jeudi 18 juin avec « l'invitation des Organisations syndicales représentatives... à négocier le protocole », première étape d'un processus appelé à mobiliser l'ensemble des salariés.

Première étape décisive : la négociation du protocole d'accord préélectoral, prévue le 9 juillet. Elle fixera les règles du scrutin et ouvrira la voie à l'organisation concrète des élections. À partir du 28 août, l'information des salariés prendra une nouvelle ampleur avec « l'affichage... de l'organisation des élections professionnelles dans tous les établissements ».

Le mois de septembre marquera l'entrée dans le vif du sujet, avec une succession d'échéances qui mobiliseront nos équipes et nos représentants syndicaux :

- **7 septembre** : affichage du calendrier électoral et des listes électorales.
- **14 septembre** : date limite de dépôt des candidatures syndicales pour le 1^{er} tour.
- **Du 29 septembre au 2 octobre** : déroulement du 1^{er} tour des élections, suivi de « l'affichage des résultats » le 2 octobre.

Si un second tour s'avère nécessaire, la dynamique électorale se poursuivra sans délai avec une nouvelle séquence déterminante :

- **7 octobre** : clôture des candidatures libres.
- **Du 13 au 16 octobre** : tenue du 2nd tour, avant la publication finale des résultats le 16 octobre.

Au-delà des dates et des échéances, ces élections seront un véritable moment de vérité sociale chez NEWREST WAGONS-LITS FRANCE. Pour FO Restauration Ferroviaire, l'objectif est clair : rassembler, défendre les droits des salariés et faire entendre une voix forte, indépendante et combative. En 2022 notre score était de 28,59 %, ensemble donnons plus de poids au syndicalisme Libre & Indépendant.

**EN 2026, CHAQUE VOIX
COMPTERA POUR DONNER
PLUS DE POIDS À CELLES ET
CEUX QUI FONT VIVRE
L'ENTREPRISE AU QUOTIDIEN
ET ATTEINDRE CETTE MÊME
REPRÉSENTATIVITÉ !**





carcept prev

ASSUREUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

FACILITER le quotidien

Carcept Prev accompagne la branche du Transport dans les domaines de la retraite complémentaire, de l'assurance santé et prévoyance, de l'action sociale et du bien-être. Vous et vos salariés bénéficiez ainsi d'un accompagnement complet et adapté à votre métier pour vous permettre de vous concentrer sur l'essentiel : VOTRE ACTIVITÉ.

Carcept Prev s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.

LA FORMATION À FO CHEMINOTS, UNE RECETTE GAGNANTE !

L'année 2026 est déjà une année riche en formation à FO cheminots et il est ainsi temps d'en faire un premier bilan.

Les formateurs et l'équipe fédérale ont remanié les modules de formation Militant 1 et 2 en une seule désormais appelée « L'engagement militant » ! Celle-ci se déroule sur quatre jours. Elle permet aux camarades de savoir ce qu'est un syndicat, d'apprendre l'histoire du syndicalisme, de connaître les IRP, préparer et mener une tournée syndicale, écrire un tract... Le tout pour être armé sur le terrain pour aller au-devant des cheminots et pouvoir porter leurs revendications devant le patron !

Depuis janvier, ce sont cinq sessions qui ont été tenues et 63 camarades formés !

Une session « animateurs de structures syndicales » destinés à nos SG de syndicats et d'UR s'est également tenue afin de préparer onze camarades à l'animation de leurs UR et leurs syndicats.

Une session « Trésoriers », une classique qui revient chaque année, a permis d'armer nos camarades trésoriers à la tenue de la trésorerie !

Enfin, nous avons initié cette année la formation « Référé Handicap » en collaboration avec le secteur handicap de la confédération. Cette formation permet de décrypter l'accord handicap et de permettre aux camarades d'être le relais sur ce sujet dans leurs UR et leurs syndicats. 9 camarades ont suivi cette formation, prochaine session en 2027 !

La fédération remercie tous les camarades qui sont venus à Paris pour suivre ces formations et remercie également les formateurs pour leurs disponibilités et l'engagement !

La formation est un enjeu majeur pour la fédération, pour le syndicalisme Libre & Indépendant et, en cette année d'élections, cela a permis de donner aux camarades, aux militants, les clés de notre syndicalisme pour aller à la rencontre des cheminots et les faire voter FO cheminots !



Au cœur
du monde
cheminot

MGC partenaire de 



Mutuelle santé • Prévention • Prévoyance



Mutuelle Générale des Cheminots (MGC), mutuelle soumise aux dispositions du Livre II du Code de la Mutualité, SIREN n° 775 678 530, dont le Siège social est situé 7 et 4 place de l'Abbaye 6, Neuilly 75013 Paris, et au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, ACPR, située 4 Place de Budapest - CS 92 459 - 75436 Paris Cedex 09.

mutuelleMGC.fr

©Mutuelle MGC 2026 • Réf: 2026-657-1 • Crédits photographiques : David Sanchez - Gilles Le Fauconnier - Shutterstock • Création graphique : in10se.fr **intense**



01 40 78 57 10
du lundi au vendredi,
9h à 17h30 (appel non surtaxé)

INFRAPÔLE PARIS SUD-EST

QUAND FO OUVRE LA VOIE... D'AUTRES SUIVENT

À l'Infrapôle Paris Sud-Est, les camarades FO Cheminots de Paris Sud-Est démontrent une nouvelle fois ce qui fait le syndicalisme de terrain libre et indépendant : partir des revendications exprimées par les cheminots, les structurer, les défendre et ne jamais céder lorsqu'il s'agit d'obtenir l'égalité de traitement et la justice sociale.

Depuis plusieurs mois, FO accompagne la mobilisation des agents confrontés à des disparités salariales injustifiées avec les autres Infrapôles franciliens. Pétition, demandes d'audience, DCI, défense des libertés syndicales : chaque étape de ce dossier a été construite et portée par nos militants, avec des revendications précises et fondées sur les pratiques existant déjà ailleurs dans l'entreprise.

FO revendique notamment l'harmonisation des primes entre établissements, la généralisation de l'ICS, la reconnaissance de la pénibilité, la prise en compte des surcharges de travail et la fin des inégalités. Lorsque la direction s'est affranchie des

règles du dialogue social, FO n'a pas hésité à saisir l'Inspection du travail.

Alors que ce dossier prend de l'ampleur, certains tentent d'en récupérer les fruits. Mais, les cheminots savent qui a construit ce rapport de force dès l'origine.

Chez FO, nous ne cherchons pas à nous approprier le travail des autres : nous préférons être à l'origine des combats et les mener jusqu'à leur aboutissement.

NOUVELLE FILIALE SUR PARIS SAINT-LAZARE

LE LOT DE LA LIGNE J, CE SERA SVRIO !

Avec l'attribution du lot de la ligne J (Paris St-Lazare - Mantes la Jolie par Poissy ou Conflans) ouvert à la concurrence à la filiale SNCF Voyageurs Rives Ouest IDF—SVRIO, nous sommes ici bien éloignés de la samba et bien plus proche du carnaval.

Comme pour les filiales SVCO, SVEA, SVLO, du Fret ou encore pour le futur Charles-de-Gaulle Express, la Direction SNCF avance masquée pour casser le Statut, l'organisation et la réglementation du travail. Il n'y a rien de réellement réjouissant pour les Cheminots dans cette nouvelle attribution basée sur le dumping social.

Cette nouvelle filiale, désormais concessionnaire du lot ferroviaire de la Ligne J de Transilien, n'a qu'un but : profiter du dumping social permis par la Convention collective pour baisser les coûts sur le dos des Cheminots tout en donnant l'illusion de participer au développement du ferroviaire. FO Cheminots est la seule OS à tenir un discours de vérité aux Cheminots notamment sur le transfert de leur contrat de travail. Ce n'est pas moins de 12 tracts locaux en un an qui ont été publiés pour informer les Cheminots de leurs droits, des enjeux et des conséquences pour leur quotidien.

FO refuse cette logique de dumping social et ne s'arrête pas à servir des slogans creux ou mensongers. Organiser les Cheminots sur l'ouverture à la concurrence, cela commence par les informer.

ON NE LÂCHE RIEN !

LIGNE DES ALPES

TRAIN VIP : FO DÉNONCE UNE MASCARADE !

Ce jeudi 18 juin, un train d'essai exceptionnel reliait Briançon à Marseille en présence de parlementaires, de hauts cadres SNCF et du ministre des Transports. FO ne peut pas laisser passer !

**Un matériel récent pour les VIP,
des wagons de 30 ans pour les usagers**

Les voyageurs de la Ligne des Alpes empruntent chaque jour des trains vétustes, souvent surchargés, aux toilettes régulièrement hors service. Aujourd'hui, ces mêmes décideurs qui refusent d'investir dans le renouvellement du matériel roulant se déplacent dans un train flambant neuf avec tout le confort requis. Deux poids, deux mesures. FO le dit clairement : c'est une insulte faite aux usagers !

Un dispositif qui révèle l'hypocrisie de la situation

Pour les VIP, la SNCF mobilise un agent de maintenance à bord, des véhicules d'accompagnement le long de la ligne, le staff opérationnel, et ouvre la ligne plus longtemps contrai-

gnant les agents à finir plus tard... Quand il s'agit des usagers, ces mêmes ressources sont introuvables !

Quand la réalité rattrape la communication !

Le 15 juin, le train de nuit Briançon-Paris tombait en panne dès son départ. Résultat : des voyageurs abandonnés contraints de dormir sur le sol. Voilà la réalité quotidienne de la Ligne des Alpes. 3 jours plus tard, ces mêmes gares accueillent un défilé de VIP avec un dispositif digne d'un convoi présidentiel. Comble de l'ironie : l'équipe mobile qui assure habituellement une présence humaine, même réduite à 2h par jour, dans certaines gares a été détachée ce jour-là pour accueillir les élites.

**FO DEMANDE QUE LES MOYENS EXCEPTIONNELS
MOBILISÉS POUR LES VIP DEVIENNENT LA NORME POUR
TOUTES ET TOUS POUR UN VRAI SERVICE PUBLIC !**

UNION RÉGIONALE NORMANDIE

ÉTOILE DE ROUEN : OUVERTURE À LA CONCURRENCE, OÙ EN SOMMES-NOUS ?

La région est contrainte de suspendre l'appel d'offres concernant l'exploitation de l'étoile de Rouen mais il n'est pas abandonné. Les autres opérateurs ne veulent pas de la coactivité avec la SNCF au Technicentre de Sotteville. Ils souhaitent profiter de fonds publics pour avoir des installations à leur nom. Les contribuables Normands apprécieront. L'appel d'offres de l'étoile de Rouen repart donc pour... sûrement vers 2032.

L'appétit venant en mangeant, les opérateurs deviennent exigeant en total négation avec le Service public au service de tous en fonction des besoins de chacun. Comme ailleurs, ils veulent des installations de maintenance du matériel neuves payées par les contribuables.

Pendant ce temps, pour l'étoile de Caen, la logique de RATP DEV suit son cours avec une offre de trains dont personne ne sait expliquer la faisabilité, ni en termes de rames, d'agents ou de sillons.

Pour FO, il y a une solution simple pour ne pas multiplier les coûts, plutôt que de suspendre, il suffit d'abandonner

ce projet dispendieux d'ouverture à la concurrence de nos lignes Normandes.

Les surcoûts s'élèvent déjà à 100 millions d'euros là où un rapport du Sénat pointe justement les risques et les coûts liés à l'ouverture à la concurrence. On continue de creuser en refusant la co-activité donc en détruisant le cœur du système ferroviaire fragilisant ainsi le ferroviaire. FO Cheminots le disait dès 2000, « la régionalisation, c'est la privatisation ! ».

**UNE SOLUTION : RETOUR À UNE SNCF UNE ET
INDIVISIBLE SOUS MONOPOLE PUBLIC D'ÉTAT.**

BUDGETS 2027

L'AUSTÉRITÉ NE DOIT PAS DEVENIR LA RÈGLE !

À peine le budget 2026 engagé que le gouvernement prépare déjà celui de 2027 avec un seul objectif : réduire encore la dépense publique. Derrière les annonces de retour à l'équilibre des comptes se profile une nouvelle offensive contre les services publics, la Sécurité sociale et les droits des salariés.

Force Ouvrière refuse que les travailleurs paient une fois de plus une politique d'austérité qui a pourtant déjà démontré son échec.



DES PREMIÈRES ORIENTATIONS INQUIÉTANTES

Les premières orientations budgétaires sont inquiétantes : refus de créer les emplois publics pourtant demandés par les ministères, maintien du gel salarial dans la fonction publique, nouvelles économies sur l'Assurance maladie et risque d'un transfert accru des dépenses de santé vers les complémentaires.

Pour FO, ces choix reviendraient à faire supporter aux assurés et aux agents publics le coût d'une politique budgétaire dont ils ne sont pas responsables.

CETTE POLITIQUE VA À L'OPPOSÉ DES BESOINS DES SERVICES PUBLICS ET DES SALARIÉS

Cette logique intervient alors même que les besoins explosent. La canicule rappelle avec brutalité l'importance des hôpitaux, des écoles, des collectivités, des transports et de l'ensemble des services publics.

Dans tous les secteurs, les militants FO revendiquent des effectifs suffisants, de meilleures conditions de travail et une véritable reconnaissance salariale.

Les personnels ne demandent pas des discours de circonstance : ils exigent des moyens pour accomplir correctement leurs missions.



**LA SEULE RÉPONSE DURABLE :
L'AUGMENTATION GÉNÉRALE
DES SALAIRES !**



Le pouvoir d'achat reste également au cœur des préoccupations.

Alors que les ménages voient leur situation financière se dégrader, certains proposent encore de réduire les aides sociales sans s'attaquer au véritable problème : l'insuffisance des salaires.

Pour Force Ouvrière, aucune prime, aucun dispositif d'épargne salariale ne remplacera jamais une augmentation générale des salaires intégrée au salaire brut.

C'est la seule réponse durable à la perte de pouvoir d'achat et à la progression de la « smicardisation » des rémunérations.



ET, POUR LES CHEMINOTS ?

Pour les cheminots, ces débats budgétaires ne sont pas théoriques.

Chaque réduction de crédits se traduit, à terme, par des suppressions de postes, des restructurations, une dégradation des conditions de travail et une remise en cause du service public ferroviaire.

Dans un contexte d'ouverture à la concurrence, ces politiques alimentent également la pression sur le financement de nos droits sociaux.

FO continuera donc de défendre une autre orientation : des services publics dotés des moyens nécessaires, une Sécurité sociale pleinement financée, l'augmentation générale des salaires et la préservation des garanties collectives.

**L'austérité n'est pas
une fatalité.
c'est un choix politique.**

**Et ce choix,
FO
le combat !**

La Macif vous protège dans votre activité syndicale () avec des contrats sur mesure.

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
est un engagement de tous les instants.

La Macif est à vos côtés pour soutenir
et sécuriser votre action militante.

→ Contactez-nous : partenariat@macif.fr



La Macif,
c'est vous.

CHEMINOTS, **ASSEZ !**

**SALAIRES
DÉRISOIRES**

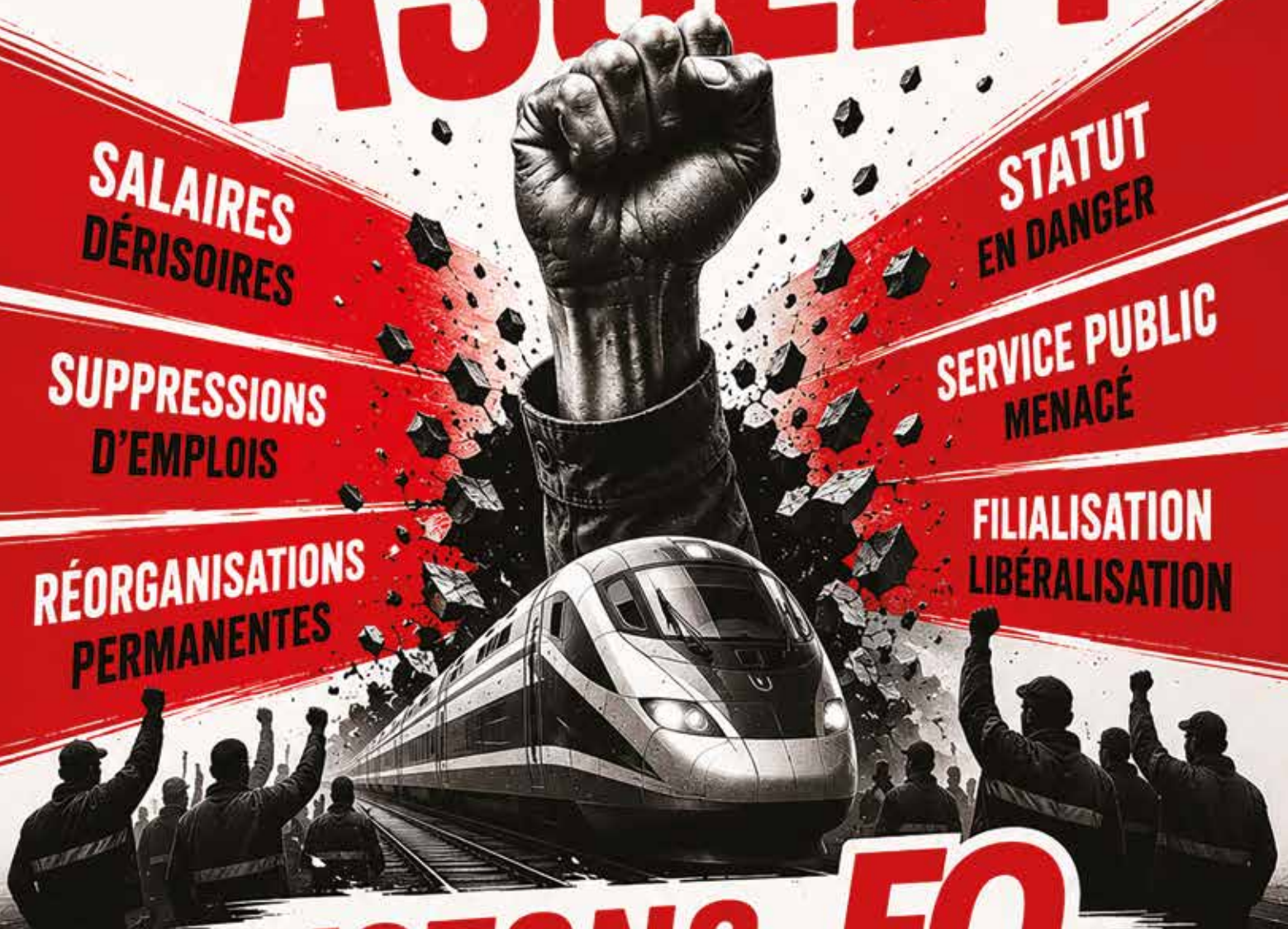
**STATUT
EN DANGER**

**SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS**

**SERVICE PUBLIC
MENACÉ**

**RÉORGANISATIONS
PERMANENTES**

**FILIALISATION
LIBÉRALISATION**



VOTONS FO
POUR CHANGER LA DONNE !



**NOS EMPLOIS
NOTRE AVENIR**



**NOS SALAIRES
NOTRE DIGNITÉ**



**NOTRE STATUT
NOS DROITS**

**ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES
DU 19 AU 26 NOVEMBRE 2026**